

Stéphane Grumbach, chercheur à l'INRIA

« L'open data public possède un potentiel extraordinaire »

La collecte et le traitement massif de données bouleverse les schémas sociologiques et économiques d'antan. Tandis que l'Europe peine à trouver sa place dans ce bing-bang numérique, les géants américains du web tissent leur toile dans tous les secteurs de notre société.

PROPOS RECUEILLIS PAR SÉBASTIEN MÉRIENNE

ACTEURS URBAINS : La donnée est-elle devenue un enjeu central de notre économie ?

STÉPHANE GRUMBACH : Il y a peu, les groupes pétroliers constituaient les premières capitalisations mondiales : aujourd'hui, ce sont des sociétés qui travaillent la donnée — comme Apple, Google ou Microsoft — qui figurent au sommet des capitalisations boursières. Les données représentent donc déjà une sorte de nouvel Eldorado économique. Et la comparaison avec le pétrole est pertinente à divers niveaux. C'est une ressource qui subit une activité de transformation en un certain nombre de produits dérivés. Et comme lui, elle est devenue indispensable au fonctionnement de notre société. À tel point que sans elle, notre économie s'arrêterait.

Toute activité produit des données. Pour autant, leur traitement est-il à la portée de tous ou est-il l'affaire de spécialistes ?

S.G. : De nombreuses industries produisent effectivement des données. EDF par exemple dispose d'informations intéressantes à la fois sur la consommation énergétique du pays et des particuliers. Si celles-ci étaient bien utilisées, cela pourrait permettre de mieux gérer le rapport, parfois problématique, entre production et consommation d'électricité. Pour autant, cette entreprise serait-elle capable de générer de la valeur dans sa relation commerciale en proposant un service personnalisé à des clients producteurs et consommateurs d'énergie ? Ce n'est pas sûr. Il semble que si les grands opérateurs américains maîtrisent cette compétence et fournissent des services essentiels à un très grand nombre d'utilisateurs, essentiellement presque tous les terriens, celle-ci fasse vraiment défaut chez nous. Globalement en Europe, les données person-

nelles inspirent une crainte et nous avons plutôt une attitude réticente au développement de cette industrie. Ce qui n'est politiquement pas très sérieux dans la mesure où dans le même temps, nous sommes entrés dans une dépendance complète à l'égard de systèmes étrangers sur lesquels nous avons peu d'influence.

Dans quelle mesure l'utilisation des données est-elle devenue centrale sur le web ?

S.G. : Certaines sociétés, américaines notamment, se sont spécialisées dans la récolte de données personnelles. À l'image des moteurs de recherche ou des réseaux sociaux par exemple. Les services qu'elles proposent s'appuient sur des quantités très larges d'informations qu'elles ont préparées, transformées et indexées. Elles observent ensuite l'activité de leurs utilisateurs, ce qui génère de nouvelles données, elles-mêmes source de nouveaux services et de nouvelles richesses. L'exemple emblématique de ce type d'applications concerne le suivi de la grippe, avec Google Flu, créé en 2003, l'année de l'épidémie du SRAS en Chine. La variation du nombre de requêtes en lien avec la grippe effectuée sur le moteur de recherche permet de savoir, à l'échelle mondiale, si la maladie progresse ou diminue dans une région quelconque. C'est pourquoi Google investit massivement dans tous les domaines de la société et qu'il deviendra probablement notre intermédiaire par le biais d'un certain nombre de fonctionnalités associées à notre voiture, à notre mobilité, à notre énergie et même à notre santé.

La quantité de données à disposition constitue donc un facteur déterminant...

S.G. : Absolument. Et au-delà des données, c'est la capacité à concentrer les utilisateurs qui est déter- ■■■



Interview réalisée le 25 février 2014 à Lyon



GéopoliGeek

Spécialiste des enjeux politiques et géopolitiques de la révolution numérique, Stéphane Grumbach a passé sept années en Chine comme conseiller à l'ambassade de France puis chercheur à l'Académie des sciences de Pékin. Il codirige depuis l'IXXI, l'Institut rhône-alpin des systèmes complexes.



MICHELANGELOUS/FOTOLIA.COM

MATRICE
La numérisation de toutes nos activités – personnelles, administratives ou marchandes – génère quantité de données dont l'exploitation est devenue un des piliers majeurs de notre économie.

« Nous sommes entrés dans une dépendance

■ ■ ■ minante. Si Google est si bon, c'est parce que des centaines de millions de gens utilisent ses services. D'ailleurs, les sociétés américaines dans ce secteur suivent toujours le même modèle : un investissement massif au départ et un service gratuit qui devient complètement incontournable. On le voit à travers l'exemple d'Amazon : aujourd'hui, Jeff Bezos souhaite bien plus grossir que de déguerper de bénéfécies. Tout le contraire des entreprises européennes dont la logique consiste à présenter tout de suite un business model crédible et à montrer qu'elles sont viables.

Quel enjeu représente l'open data au sein de cet univers numérique ?

S.G. : Le principe de l'Open Data est simple. Si les données appartenant à la collectivité, et donc payées par le contribuable, sont mises librement à disposition, cela dynamisera toute l'économie autour de la donnée en permettant à n'importe quelle entreprise de les utiliser. C'est un mouvement puissant dont le credo a été véritablement promu sous l'impulsion du Royaume-Uni avec la signature, en juin 2013 lors du sommet du G8, d'une Charte de l'Open Data qui défend une politique par défaut. C'est-à-dire que désormais l'ensemble des données publiques des états devra être publié, à l'exception de celles qui concernent touchent à la sécurité nationale, touchent à la vie privée des personnes, ou sont contraintes par des droits de propriété intellectuelle. Politiquement, cette démarche est portée par l'idée que, de cette manière, l'administration deviendra transparente et que le citoyen pourra contrôler ses activités. Il n'est pas anodin d'ailleurs que cette possibilité se concrétise au moment même où l'opinion publique prend conscience de la capacité de l'admini-

nistration à surveiller les individus. Ce sont les deux faces d'une même médaille qu'il convient de rapprocher l'une de l'autre.

Cette arrivée massive de données va-t-elle impacter nos modes de vie ?

S.G. : Le potentiel des données est absolument extraordinaire. Nos sociétés subissent aujourd'hui des révolutions majeures. Il y a à la fois la crise financière qui touche les États, et de manière plus importante et plus durable, les défis environnementaux qui imposent aux sociétés, une gestion plus économe des ressources. Dans ce contexte, Internet et en particulier les systèmes d'intermédiation permettront d'être plus efficaces dans tous les domaines, en mettant en relation des gens ou des services d'une manière impensable autrefois.

Comment cette évolution pourra-t-elle se formaliser concrètement ?

S.G. : Le moteur de recherche visite une partie importante de la toile, l'indexe et l'ordonne d'une manière extrêmement pertinente. Ce prétraitement des données open — les pages web sont ouvertes et accessibles à tous — permet d'apporter un service — l'accès à la connaissance — et toute une série de fonctions dérivées comme celui du suivi de la grippe que j'évoquais précédemment. Je pense qu'il se passera exactement la même chose pour l'Open Data : à partir du moment où des quantités importantes de données publiques seront accessibles, celles-ci seront indexées pour générer de nouveaux services sur lesquels nous avons encore une vision très restreinte mais qui permettront aux citoyens d'accéder directement à une multitude d'informations et de services.

DATES-CLÉS

1990
Docteur en Science Informatique (Université Paris XI)

2000-2003
Directeur des relations internationales à l'INRIA

2003-2005
Conseiller scientifique à l'ambassade de France à Pékin



AGSANDREW/FOTOLIA.COM

VISION
Si l'arrivée massive de données promet l'émergence de nouveaux services pour les citoyens, leur nature et la forme qu'ils prendront demeurent encore difficiles à imaginer aujourd'hui.

complète à l'égard des systèmes étrangers »

Les promoteurs de l'Open Data espèrent que cette démarche permettra le développement d'entreprises numériques locales ou nationales. Qu'en pensez-vous ?

S. G. : L'Open Data va incontestablement contribuer à cette transformation de l'économie. Mais lorsque l'on regarde ce qui s'est passé jusqu'à aujourd'hui dans l'économie du web, il paraît évident que la concentration des données et des utilisateurs permet de générer des produits de très grande qualité. Donc, dans le domaine du service citoyen basé sur les données publiques, ces mêmes règles s'appliqueront certainement. En somme, plus l'entreprise qui visera à la gouvernance et à la gestion de la vie dans la collectivité sera grande, plus elle aura d'audience, plus elle fournira de prestations performantes. Bien sûr, de petites sociétés émergeront et certaines d'entre elles deviendront grandes, mais l'Open Data public possède à mon sens un tel potentiel que tout porte à croire que cela finira par engendrer une situation monopolistique du même ordre que ce qui existe actuellement pour le moteur de recherche ou le réseau social.

Les entreprises locales devront donc s'adapter à cette nouvelle domination...

S. G. : Tous les acteurs économiques seront touchés, mais pas seulement. Beaucoup d'acteurs institutionnels dans l'enseignement ou la santé le seront aussi, y compris, je pense, jusqu'au cœur des services de l'État qui seront eux aussi affectés par ces changements. L'Europe a passé en juin dernier la directive PSI sur l'Open Data, qui lorsqu'elle sera transposée dans notre droit contraindra les administrations à publier leurs données. Les institutions publiques étant pauvres et

peu compétentes dans ce domaine, tout porte à penser qu'une très grande société récupérera la donnée administrative de très nombreux pays et investira massivement pour l'indexer, l'organiser et la traiter. Puis elle offrira des services aux citoyens et par l'analyse de l'usage qu'ils en feront produira des données secondaires dont elle aura l'exclusivité — donc auxquelles l'administration n'aura pas accès — et à partir desquelles elle pourra générer des services nouveaux, puissants et encore inimaginables aujourd'hui. Actuellement, les Américains maîtrisent ce savoir-faire et si l'Europe ne réagit pas pour développer cette industrie, cette concentration de pouvoir se situera hors frontière. Et d'une certaine manière, une partie de notre administration sera délocalisée.

La perspective vous semble-t-elle inéluctable ou l'Europe a-t-elle encore un espoir d'exister face à cette suprématie numérique ?

S. G. : L'Europe dispose de nombreux talents et a bien entendu des cartes à jouer à condition que le politique se mette au diapason des enjeux du numérique. Mais, jusqu'à aujourd'hui les gouvernements d'Europe n'ont pas été très agiles face à ces questions. À l'inverse, les États-Unis, et la Californie notamment, sont entrés dans une dynamique très impressionnante de simplification de leur administration et de mise à disposition massive et gratuite de leurs données. Le soutien du gouvernement américain à l'entreprise et à l'innovation est fondamental et s'inscrit complètement dans cette logique. Alors que chez nous, la question se pose encore. Si nous disposions d'une industrie puissante du web, tout porterait à penser que se développerait en Europe une grande entreprise qui s'appuierait sur les données publiques. Mais nous n'en avons aucune. Donc il est plus que probable que ce sera une entreprise californienne qui proposera ce service. D'ailleurs aujourd'hui déjà, le service d'hébergement qui accueille les données de l'Open Data public européen est GitHub, une plateforme américaine. ■

2006-2009

Dir. du laboratoire sino-européen d'informatique (Pékin)

Depuis 2014

Directeur adjoint de l'institut rhône-alpin des systèmes complexes